Mairie de la Nlle-Orléans.

[illegible] DE LA MUNICIPALITÉ No 3
[illegible] 4 novembre 1847.
[illegible] pour l'éclairage des rues de la
[illegible] No 3.
[illegible] par le Conseil de la Municipalité

[illegible] le troisième lundi de novembre de
[illegible] Marais de la ville procédera, à son
[illegible] des droits et privilèges d'éclairer
[illegible] Municipalité No 3 au moyen d'huile
[illegible] devant être faite d'après les termes et
[illegible]

[illegible] entrepreneur s'engagera à nettoyer ou
[illegible] pendant toute l'année, à partir de
[illegible] toutes les lampes de la Municipalité
[illegible] et devra faire usage de l'huile ou
[illegible] de la première qualité; [illegible]
[illegible] mèches, les verres, les [illegible]
[illegible] et nécessaire pour tenir les lampes en
[illegible]

[illegible] et les chaînes devront être fournies
[illegible] Municipalité.

Le montant convenu d'après le contrat devra être fait pour chaque lampe pendant le mois, [illegible] leur devra être payé à la fin de chaque mois [illegible] Marie et un certificat de [illegible] Municipalité et du Capitaine de la garde [illegible] nombre de lampes allumées pendant le mois.

Le contracteur de l'éclairage de cette [illegible] devra donner une sécurité à la satisfaction [illegible] Marie de la somme de deux mille piastres [illegible] Municipalité des conditions de son contrat, [illegible] entière conduite fut et sera sévère [illegible] pourvu que le contrat ne soit pas [illegible] devant toute Cour d'une juridiction [illegible] et sur l'information du recorder, [illegible] de la vérité de tout autre officier [illegible] de cette Municipalité, le contrat [illegible] considéré comme nul et non avenu [illegible] Municipalité aura le droit de fournir ses secours en dans [illegible] de la fonction du contracteur, [illegible] de la somme de notre dans la gazette officielle, offert en vente le contrat [illegible] du risque du dit contracteur.

[illegible] ordonnances et résolutions concernant [illegible] de la susdite ordonnance [illegible]

P. SEUZENEAU, Recorder.
[illegible] novembre 1847.

A. D. CROSSMAN, Maire.

[illegible] DE LA NOUVELLE-ORLEANS,
Le 9 novembre 1847.
[illegible] ce jour lundi, le 15 [illegible] courant, à midi, au bureau [illegible] adjugera, à midi, au bureau [illegible] Municipalité No 1, [illegible] et [illegible] [illegible] [illegible]